



**NATIONS UNIES**

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Distr.: LIMITEE

CEA/TNG/CDSR/GEF/99/15

Original : FRANÇAIS

Centre de développement sous-régional  
pour l'Afrique du Nord (CDSR)

**Réunion de groupe d'experts  
sur  
Equité en genre et responsabilisation économique et sociale  
des femmes dans le contexte des normes culturelles en  
Afrique du Nord, cadre politique et institutionnel.**

**RAPPORT**

Tanger (Maroc)  
4 - 6 novembre 1999

## INTRODUCTION

1. Organisée par le Centre de Développement sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique (CDSR/CEA) dans le cadre de son programme de travail pour la période biennale 1998-1999, la réunion sur le thème «Equité en genre et responsabilisation sociale et économique des femmes dans le contexte des normes culturelles en Afrique du Nord : Cadre politique et institutionnel » s'est tenue au siège du CDSR à Tanger du 4 au 6 novembre 1999.

2. Conduite en français, la réunion a permis de regrouper une quinzaine d'experts de la sous-région de l'Afrique du Nord ainsi que des représentants d'agences des Nations Unies, de l'UMA et de l'ISESCO. Ces organisations ont fait montre de leur disponibilité à asseoir, conformément aux prérogatives qui leur sont assignées dans le domaine de la coopération multilatérale, des politiques susceptibles d'aider les femmes à accomplir leur rôle dans le cadre de l'exercice de leur citoyenneté..

### Objectifs de la réunion

3. L'objectif principal de la réunion est de fournir un forum pour d'une part, examiner et faire une critique objective et une évaluation formative de la situation de la femme dans la sous région de l'Afrique du Nord sous l'angle de l'approche genre et d'autre part, de définir les éléments nécessaires pour la formulation d'un Programme d'action sous régional qui servirait de cadre indicatif pour les activités du Centre de développement sous régional pour les années à venir , en vue d'assurer l'équité des hommes et des femmes et de consolider le pouvoir économique et social des femmes en Afrique du Nord.

4. La réunion devait également :

- permettre aux participants de partager des réflexions et des expériences dans leurs pays respectifs afin d'identifier et d'analyser des approches, stratégies et politiques ainsi que des programmes ou projets se rapportant aux questions de genre, ayant produit des résultats satisfaisants et,
- contribuer au renforcement des réseaux de coopération tissés entre les pays de la région et redynamiser les créneaux porteurs.

5. Le droit à l'égalité étant un objectif stratégique et primordial dans la concrétisation de l'intégration sous toutes ses formes, les solutions préconisées doivent s'articuler autour de :

- la critique objective ;
- l'évolution normative et formatrice ;
- l'élaboration d'un plan d'action régional qui puisse refléter l'implication de l'ensemble des parties.

## Participation

6. Les pays suivants étaient représentés à la réunion : Algérie, Egypte, Mauritanie, Maroc et Tunisie. Les participants étaient invités à titre individuel, en leur qualité d'experts. Le Programme des Nations pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM), le Fonds des Nations Unies pour la Populations (FNUAP), l'Union du Maghreb Arabe (UMA) et l'Organisation Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO) ont également été représentés. Une liste complète des participants figure à l'annexe de ce rapport.

## **DEROULEMENT DES TRAVAUX**

### **Séance d'ouverture**

7. L'ouverture de la réunion était présidée par Monsieur Abdelouahab Rezig, Directeur du Centre de développement sous régional pour l'Afrique du Nord, qui a saisi l'occasion pour souhaiter aux participants, au nom de Mr. K.Y Amoako , Sous Secrétaire Général des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la CEA la bienvenue au Centre. Après avoir mis en relief la nécessité pour l'ensemble des partenaires d'honorer les engagements pris par les pays lors de la 5ème Conférence Africaine sur les femmes (Dakar) et la 4ème Conférence Mondiale sur les femmes (Pékin) en vue d'accroître les possibilités d'accès des femmes au pouvoir économique et social et de veiller à sa consolidation, Monsieur Rezig a réitéré la volonté et la détermination de la CEA à promouvoir l'égalité entre les sexes et la promotion de la femme. C'est dans ce contexte, a-t-il souligné que la CEA attache une très grande importance à la présente réunion.

8. Après un bref rappel des objectifs de la réunion, Mr. Rezig a tenu à préciser aux experts que la présente réunion est avant tout la leur et que le Centre s'est engagé à apporter le soutien et l'assistance nécessaires pour assurer un bon déroulement des travaux.

9. Il a conclu en exprimant sa confiance en l'expertise, aux expériences des participants et en la participation effective de tout un chacun pour mener à bien les travaux. Il a alors déclaré ouverte la réunion après avoir souhaité plein succès aux travaux du groupe d'experts.

### **Election du bureau**

10. Les participants ont élu le bureau de la réunion , composé de membres suivants :

- Présidente : Mme. Fouzia RHISSASSI;
- Vice-Présidente : Mme.Ola EL HAKIM et,
- Rapporteur général : Mme. Khadidja LADJEL ALOUI

## Adoption de l'ordre du jour

- 11. L'ordre du jour suivant a été adopté :
  - 1. Ouverture de la réunion
  - 2. Election du bureau
  - 3. Adoption de l'ordre du jour
  - 4. Organisation des travaux
  - 5. Présentation du document de référence sur le thème : « Equité en genre en Afrique du Nord: responsabilisation économique et sociale des femmes. » par la Consultante. Discussions.
  - 6. Présentation des rapports des experts . Discussions
  - 7. Travaux en groupe sur les thèmes : **Thème 1.** Responsabilisation économique des femmes ; **Thème 2.** Responsabilisation sociale des femmes.
  - 8. Discussions sur les résultats des travaux de groupe et des éléments de base en vue de l'élaboration d'un Programme d'action pour la sous-région de l'Afrique du Nord.
  - 9. Questions diverses.
  - 10. Adoption des Conclusions et Recommandations de la réunion et du Programme d'Action sous-régional pour l'Afrique du Nord .
  - 11. Clôture de la réunion.

## Organisation des travaux

- 12. La conduite de la réunion était basée sur le principe de la participation active de tous les participants avec notamment la désignation de présidents, de modérateurs et de rapporteurs aussi bien en plénière que dans les travaux de groupe.
- 13. Les communications des experts ont été présentées et discutées en plénière.
- 14. Les participants se sont repartis en deux groupes pour examiner les deux sous-thèmes principaux de la réunion, à savoir :
  - Thème 1 : Responsabilisation économique des femmes y inclus l'accès à l'emploi, à l'entrepreneuriat, aux ressources économiques et à la prise de décision économique à tous les niveaux ;
  - Thème 2 : Responsabilisation sociale des femmes y compris l'accès à l'éducation et à la santé (y inclus la santé reproductive,) ainsi que la garantie de leurs droits humains.
- 15. Le groupe 1 (responsabilisation économique) était présidé par Madame Fouzia Rhissassi avec pour modérateur Madame Semia de Tapia et comme rapporteurs, Mesdames Fatima Kerrich et Nabila Hamza.

16. Quant au groupe 2 (responsabilisation sociale), il était animé par Madame Ouafae Mouhssine, et présidé par Madame Salama Saïdi. Les rapporteurs pour ce groupe étaient Mesdames Mariama Niang et Zazie Schafer.

**Présentation du document de référence sur le thème de la réunion : « Equité en genre en Afrique du Nord : responsabilisation économique et sociale des femmes »** par Ouafae MOUHSSINE, Consultante. *(Point 5 de l'ordre du jour.)*

17. Le rapport de la consultante, Mme. Ouafae MOUHSSINE, élaboré à partir d'une revue de la documentation existante et enrichi d'entretiens réalisés en Algérie, au Maroc et en Mauritanie aborde la situation des femmes de l'Afrique du Nord dans une perspective globale et systémique.

18. Le contexte international ainsi que les conditions nationales qui sont favorables à la promotion de l'égalité et de l'équité entre les femmes et les hommes ont été exposés. En effet, il y a de plus en plus de consensus que les femmes sont nécessaires au développement et que de ce fait, il est important qu'elles puissent jouir de leurs droits humains et que la perspective genre puisse être introduite de manière transversale dans toutes les politiques et tous les programmes de développement.

19. Cependant, malgré ce contexte positif, les femmes du Maghreb continuent à vivre des situations discriminatoires importantes et spécifiques qui découlent essentiellement du fait que les femmes de la région sont l'incarnation du tiraillement entre la modernité et la tradition que vivent les sociétés du Maghreb en général. Il y a une nouvelle négociation des rôles entre les femmes et les hommes, ce qui génère des conditions de crises et des résistances.

20. Face à cette situation, il est important, a-t-elle souligné, de mettre en valeur, de manière à les préserver et à les capitaliser, les acquis des femmes depuis l'indépendance de leur pays. En effet, les statistiques historiques révèlent que, les femmes du Maghreb ont accédé de manière rapide à l'éducation, à la santé et à l'emploi. Elle a également noté la volonté des Gouvernements, qui s'exprime, entre autres, par l'adhésion de la Tunisie, du Maroc, de l'Algérie, de la Mauritanie, de l'Egypte et de la Libye, à la Convention contre l'Élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), ainsi que par la préparation de plans d'actions nationaux pour la mise en œuvre des plate formes de Pékin et de Dakar.

21. En vue de définir un plan d'action commun avec des actions communes à mener dans le futur, la consultante a identifié les défis auxquels se heurte la promotion de l'équité et de l'égalité dans le Maghreb. Dans ce sens elle a mis l'accent sur les brèches entre les femmes et les hommes du Maghreb lesquelles se situent, a-t-elle ajouté, au niveau de la législation (avec l'exception de la Tunisie), des capacités (alphabétisme, formation professionnelle), de l'accès aux ressources (pauvreté, accès à l'emploi) et des pesanteurs culturelles lesquelles marquent le féminin d'une perception dépréciative (accès à la prise de décision, culture et media, définition de la masculinité).

22. En conclusion, tout en soulignant que la promotion de l'équité et l'égalité de genre dans le Maghreb est une entreprise de longue haleine qui requiert l'intervention de tous les acteurs de la société, Mme. Ouafae Mouhssine a suggéré les axes et actions suivants:

23. Sur le plan institutionnel :

- Instaurer des institutions chargées d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies et des politiques de promotion des femmes ;
- Adopter l'approche de *gender mainstreaming* ;
- Sensibiliser et former des cadres chargés de formuler les politiques de développement ;
- Ouvrir la sphère décisionnelle et politique aux femmes.

24. Sur le plan de l'égalité:

- Corriger les préjugés à l'égard des femmes par des actions d'IEC, sur la base d'études approfondies ;
- Adopter une approche spécifique selon le groupe-cible ;
- Impliquer les hommes dans l'approche de l'égalité ;
- Introduire le principe de la discrimination positive .

25. Sur le plan des connaissances:

- Intégrer l'approche sexo-spécifique ;
- Encourager la connaissance sur les femmes ;
- Diffuser les résultats des études et informer ;
- Créer un observatoire de la condition féminine pour les pays d'Afrique du Nord: échanges d'information, d'expériences, d'expertise, d'études ;
- Encourager la création de réseaux d'ONGs.

## **Présentation des rapports des experts**

26. Mme Hamida AGSOUS a ouvert la première séance plénière avec une communication portant sur les « Rapports de genre et l'accès aux ressources du développement : la place de la jeune fille et de la femme dans l'éducation en **Algérie** ».

27. Les grandes lignes de la politique éducationnelle en Algérie depuis l'indépendance et son impact sur l'évolution du taux de scolarisation des filles dans les cycles primaire, secondaire et supérieur, ont été exposés. Ainsi, les efforts consentis par les pouvoirs publics pour l'éducation se sont traduits notamment par l'allocation du quart du budget de l'Etat à ce secteur, par l'amélioration de l'infrastructure scolaire, la subvention des manuels scolaires, et l'octroi de bourses aux élèves. Le résultat est une nette progression du taux de scolarisation des filles, à tous les échelons.

28. Cependant, de nombreuses disparités demeurent, notamment en milieu rural où il est relevé un taux important d'abandons scolaires de la part des petites filles. Ces disparités risquent

de s'accroître en raison des restrictions budgétaires et la persistance des effets induits par la récession économique.

29. Le débat a porté sur la recommandation de Mme. Agsous de féminiser le corps des enseignants en milieu rural afin de prolonger la scolarisation des filles. Certains participants y ont vu une régression par rapport à la politique de mixité pratiquée actuellement en Algérie.

30. Dans sa communication intitulée « Equité en genre : cas de l'Algérie » Mme. Khedidja Ladjel Aloui a articulé son exposé autour de 3 axes, à savoir :

- Les programmes relatifs à la promotion de la femme ;
- Les problèmes rencontrés;
- Les expériences menées en faveur de la femme et les faits saillants.

31. Madame Aloui a passé en revue les diverses mesures prises par l'Etat Algérien en faveur des femmes dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi, de la violence, de l'accès à la prise de décision et de la lutte contre la pauvreté, mesures qui ont concouru à l'application du principe de l'égalité des droits et devoirs énoncés par le législateur Algérien. Au plan de la prise de décision, une certaine évolution est également à signaler, puisqu'un nombre croissant de femmes occupent l'espace politique et décisionnel.

32. Il a également été noté la création d'instances et de mécanismes de promotion de la femme et l'évolution de l'arsenal législatif notamment par les propositions d'amendement du Code de la famille qui représentent un acquis supplémentaire en attendant que le projet soit débattu à l'Assemblée Populaire Nationale.

33. Madame Aloui a souligné que des efforts supplémentaires doivent être fournis à l'avenir en vue d'assurer une plus grande équité entre hommes et femmes. Ces efforts devront notamment viser la lutte contre l'analphabétisme féminin, le renforcement de la participation des femmes au processus de développement afin que les projets menés en faveur des femmes soient généralisés et puissent produire les effets escomptés.

34. Les contraintes et les obstacles auxquels se heurte la femme **Egyptienne** tels qu'abordés par Mme Ola EL HAKIM, dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi et de la participation politique, résultent des blocages socio-culturels et des retards enregistrés par le développement d'une réelle prise en charge des stratégies et des politiques.

35. Les chiffres avancés reflètent par ailleurs et dans les différents secteurs traités, quelques progrès quoique insuffisants, avec tout particulièrement des disparités d'ordre sexo-spécifique. Ces insuffisances et ces disparités ont nécessité récemment l'élaboration d'une stratégie de développement économique et social en Egypte 1997/1998 – 2016/2017 basée sur :

- La priorité donnée au développement humain en général et à celui de la femme en particulier ;

- L'application de l'équité et de l'égalité entre l'homme et la femme dans les divers domaines et ce, en assurant les droits à l'accès aux différentes professions et services ainsi qu'à la prise de décision ;
- L'intégration du genre dans le plan quinquennal dans les différents secteurs économique et social.

36. Madame Ola El Hakim a conclu en soulignant que les progrès réalisés buttent tout particulièrement sur la faiblesse du cadre juridique et celle du pouvoir de décision et politique.

37. Dans sa présentation, Monsieur Vall Ould Mohamed a fait remarquer que les indicateurs sociaux et économiques disponibles mettent en exergue la précarité de la situation de la femme en **Mauritanie**. Les droits juridiques et civiques ne sont pas respectés, la participation politique des femmes est insignifiante et la pauvreté accentuée par des années successives de sécheresse, touchant davantage les femmes que les hommes, et ce, en dépit du rôle attribué et expressément reconnu à la femme dans la société Mauritanienne traditionnelle.

38. Selon Monsieur Vall Ould Mohamed, les efforts fournis en vue d'améliorer ces conditions ne cessent d'être déployés marquant ainsi des progrès louables, résumé ainsi qu'il suit :

- Elaboration d'une stratégie de la promotion des femmes en 1995, fruit d'une large consultation et concertation qui a impliqué autant les religieux (Oulémas, Imam de mosquées, Vagih) que les décideurs politiques – responsables des Départements techniques concernés par les question de population et responsables administratifs au niveau des différentes régions du pays - et les représentants de la société civile.
- Adoption d'une déclaration de politique de population en 1996.
- Adoption d'une politique en matière de la famille et de l'enfance en 1998.
- Ratification par l'Etat de la Convention Internationale relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la Femme en octobre 1999.

39. Si le chômage est de plus en plus développé, touchant les femmes rarement qualifiées professionnellement, le commerce semble être un domaine de performance féminine par excellence.

40. Au niveau institutionnel, la création du Secrétariat d'Etat à la condition féminine en 1992, a initié le projet de la formulation d'une stratégie nationale de promotion féminine. Un diagnostic complet, fondé sur une approche participative est en cours comme phase préliminaire à l'élaboration de cette stratégie nationale. A cela s'ajoute la mise en place d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté susceptible de remédier aux méfaits, particulièrement marquée chez les femmes, des programmes d'ajustement structurels.

41. Dans son intervention portant sur la « Politique et Stratégie de développement en faveur des femmes rurales **Marocaines** » Mme Malika Ben Mahi a passé en revue la situation de la femme rurale telle qu'elle ressort actuellement à travers les indicateurs de développement humain et qui renvoient aux/à :



- Faibles niveaux de revenus;
- Taux d'alphabétisation et de scolarisation dérisoires dans certaines régions ;
- L'utilisation rationnelle des infrastructures de base et des ressources naturelles.

42. A cet égard, 4 domaines prioritaires ont été retenus. Il s'agit de :

- L'alphabétisation, la scolarisation de la petite fille rurale, l'égalité à l'éducation non formelle;
- La promotion de la santé reproductive;
- L'intégration des femmes au développement économique;
- Le renforcement des pouvoirs des femmes.

43. Dans sa communication intitulée : « Les déterminants de la responsabilisation des femmes », Mme Naïma Chikhaoui (**Maroc**) a soulevé un certain nombre d'interrogations liées à :

- La définition des normes socioculturelles en matière d'équité en genre et responsabilisation économique et sociale des femmes nord-africaines.
- La traduction de la responsabilisation politique et l'application de la responsabilisation socio-économique dans une approche globale/genre dans le contexte des normes culturelles nord-africaines.

44. Madame N. Chikhaoui a ajouté que cette manière de procéder doit déboucher sur un premier constat selon lequel le recours aux critères normatifs serait un piège idéologique. Elle a par ailleurs attiré l'attention sur le fait que selon une perspective historique, depuis le 19<sup>ème</sup> siècle et jusqu'aux années 70, une sacralisation des concepts « authenticité/modernité » et des normes socio-culturelles , en tant que seuil infranchissable, est prônée.

45. Madame Chikhaoui a ensuite soulevé la question de savoir pourquoi les normes socioculturelles ne s'opposent pas à tous les changements qui s'opèrent dans la sphère de la vie des citoyens. Quant il s'agit des changements du statut de la situation de la femme, a-t-elle ajouté, la réponse est de toute évidence que l'enjeu est politique et que si tel est le cas, elle doit faire dorénavant l'objet d'un débat et d'un traitement politique, qui viserait :

- La révision des textes juridiques discriminatoires;
- La reconnaissance des responsabilités des femmes au niveau social, économique et politique.
- La médiatisation des projets et programmes complétée par des actions de sensibilisation.

46. Enfin Madame N. Chikhaoui a fait ressortir la nécessité de s'appesantir sur les domaines d'intervention prioritaires et des recommandations portant sur les aspects juridiques, sociaux et politique.

47. Mme Malika Ben Radi, dans son approche du « Droit à l'égalité face aux résistances socioculturelles: Quelles mesures juridiques, politiques et institutionnelles pour le **Maroc** de demain ? » a listé les obstacles inhérents à l'intégration des femmes au développement aussi bien dans l'espace privé que dans l'espace public, parmi lesquels il faut relever :

- L'environnement culturel ;
- L'environnement juridique;
- L'environnement politique ,
- L'environnement économique et,
- L'environnement institutionnel.

48. Le document fait également référence à certaines mesures liées à l'intégration des femmes au développement dont:

- Le pouvoir juridique des femmes dans l'espace privé ;
- Le pouvoir politique des femmes dans l'espace public et,
- La création d'un cadre institutionnel pour les femmes.

49. Dans sa présentation sur « Femmes et Recherche » Mme Fouzia Rhissassi a relevé que la recherche scientifique au **Maroc** a connu un essor dès 1995 avec la création d'un Ministère chargé de promouvoir ce domaine. « Femmes, Développement et Recherche Scientifique » a fait ressortir que la recherche féminine souffrait d'un certain nombre d'insuffisances générées par le niveau des moyens, de la concertation et de la relation avec la politique ainsi que de l'absence de fonds documentaire et de données.

50. Elle a ajouté que si l'effectif féminin est prépondérant durant les 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> cycles, les femmes ne sont pas présentes au niveau de la recherche et de la production scientifique du 3<sup>ème</sup> cycle . Elle préconise par conséquent :

- La suppression du cloisonnement disciplinaire ;
- La revalorisation des sciences humaines et sociales ;
- La création de formations doctorales sur les questions genre et,
- La création d'un espace scientifique avec pôle d'excellence commun aux pays du Maghreb.

51. Selon Mme Nabila Hamza, l'accroissement du taux de participation de la femme sur le marché de l'emploi en **Tunisie**, est le résultat de tout un ensemble de mesures politiques, législatives, éducatives et sociales instaurées dès l'indépendance du pays. C'est ainsi que les Tunisiennes ont investi tous les domaines de formation y compris les filières techniques spécifiquement masculines. Néanmoins, les pesanteurs socioculturelles freinent leur accès au marché de l'emploi à l'issue de leurs études.

52. Madame Nabila Hamza a conclu qu'en ce qui concerne ce pays, la loi et l'engagement politique en faveur des femmes doivent s'accompagner d'un large programme d'I.E.C pour lever les obstacles socioculturels.

53. Les acquis sociaux de la femme **Tunisienne**, d'après Mme Riadh Zghal, découlent particulièrement d'une série de mesures législatives à sérier selon 3 volets :

- La Femme en tant que *citoyenne*.  
Droits politiques: de vote, droit de donner son nom aux enfants, droit d'être tuteur des enfants.
- La Femme en tant qu'*être humain* libre de disposer de son corps et de sa vie (mariage, divorce, procréation, travail, études, etc ...)
- La Femme en tant qu'*acteur social*: droit de fonder une association, de gérer des affaires, de participer à la gestion des collectivités locales.

54. Tous ces éléments ont changé le statut de la femme dans la société **Tunisienne** et tentent de bousculer les pesanteurs socioculturelles que la mise en place d'institutions et des mécanismes chargés de veiller à l'entretien des acquis en matière de promotion de la femme, n'a pu encore annihiler.

55. Madame R. Zghal a conclu en réitérant que les axes prioritaires à impulser doivent inclure à la fois la nécessité de la recherche fondamentale et opérationnelle et le développement de la recherche sur le renforcement des capacités politiques des femmes.

56. Enfin, dans son document sur l'« Approche genre dans les programmes de la promotion de la femme », Madame Fatima Kerrich définit les grandes lignes de la politique menée par le **Maroc** pour l'intégration de la femme dans le développement. Cette politique, a-t-elle précisé, est marquée par la dynamique de la société civile et le soutien des organisations internationales. Elle a ensuite passé en revue les réalisations/performances enregistrées - tout en faisant ressortir ses limites et les contraintes aussi bien au niveau des programmes qu'au niveau des mécanismes institutionnels.

57. Parmi les réalisations importantes – dans les domaines sociaux et économiques- des programmes mis en place, il est notamment à mentionner la généralisation du premier cycle de l'enseignement fondamental pour l'échéance 2002 et du second cycle du même système en 2008 en donnant la priorité aux jeunes filles ; l'élaboration d'un programme national de développement de l'enseignement en milieu rural lancé en 1998 ; l'élaboration de la loi sur le micro-crédit et la mise en place d'une stratégie pour une meilleure participation socio-économique des deux sexes.

58. Dans sa conclusion, Madame Fatima Kerrich a noté que les efforts déployés en vue de relever les défaillances de la politique d'intégration de la femme au développement au Maroc ont amené à la prise d'une série de mesures dont principalement :

- La création d'un Secrétariat d'Etat chargé de la Protection Sociale, de la Famille et de l'Enfance, et qui a pour mandat entre autres, d'assurer la co-ordination avec les autres secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux œuvrant dans le domaine de la femme ;
- L'intégration de l'approche genre dans la planification pour le développement ;

- L'élaboration d'un projet de Plan d'action nation pour l'intégration de la femme au développement pour le court et moyen termes (1999-2003).

## **Conclusions et Recommandations de la réunion.**

59. Le débat au niveau des groupes de travail a démontré qu'aujourd'hui, le potentiel économique des femmes dans les pays de l'Afrique du Nord doit être envisagé dans le cadre d'une économie en pleine mutation qui se mondialise de plus en plus et dont on mesure à peine les conséquences aux plans économique, politique et social.

60. Les discussions en vue de définir certains mots clés et concepts, notamment « responsabilisation » ont amené à constater que les femmes ayant toujours été responsables, le problème était de rendre visible cette responsabilisation et de renforcer la capacité des femmes et leur implication dans les pouvoirs de décision. Cette visibilité ne peut être renforcée que par le biais de la rétribution économique, la valorisation du statut social et le renforcement du pouvoir politique.

61. Après ces préalables, les débats et discussions qui s'ensuivirent au niveau des groupes de travail ont permis d'identifier un certain nombre d'actions jugées prioritaires pour la sous région. Des recommandations concrètes ont été faites quant aux stratégies/ approches pour mener à bien ces actions et les intervenants potentiels pour la mise en œuvre de ces recommandations ont été identifiées dans la mesure du possible.

62. Ces recommandations constituent en quelque sorte les grandes lignes qui serviraient de base pour l'élaboration du Programme d'action sous- régional avec comme objectif à long terme de contribuer à créer un environnement légal, économique, social et culturel favorable qui puisse permettre aux femmes de l'Afrique du Nord d'accroître et de consolider leur pouvoir aussi bien économique que social

63. La réalisation de cet objectif est une condition incontournable pour réduire de façon notoire le déséquilibre entre les hommes et les femmes dans le partage des responsabilités et des bénéfices du développement et en même temps, accélérer le processus de développement et la croissance.

### Recommandations spécifiques adressées au CDSR/CEA

64. Parmi les actions prioritaires identifiées et recommandées par les experts, un certain nombre sont adressées directement au CDSR/CEA dans le cadre du partenariat avec d'autres agences des Nations Unies.

*Etude sur l'impact de la mondialisation sur la situation des femmes en Afrique du Nord et Organisation d'un séminaire de prise de conscience sur les effets de la mondialisation sur les rôles et statuts de la femme dans la sous-région.*

65. Il a été suggéré que le CDSR /CEA, en partenariat avec la Banque Mondiale, le PNUD se penche sur cette question, d'autant plus que plusieurs pays de la région sont signataires d'accord d'association avec l'Union Européenne, ce qui ne manquera pas d'avoir un impact sur la place et le rôle des femmes dans la sphère économique et autres. La recherche devrait se concentrer sur l'évaluation des tendances, et les mesures susceptibles de renforcer le potentiel économique des femmes face aux nouveaux défis de la mondialisation selon l'approche genre.

***Publication périodique d'un rapport sur la situation des femmes en Afrique du Nord.***

66. La publication devrait mettre l'accent entre autres, sur l'évolution de la situation des femmes, les tendances et les changements dans leurs conditions et statuts.

***Etude sur la féminisation de la pauvreté, y inclus sur les femmes rurales et femmes chefs de famille en Afrique du Nord.***

67. Cette étude pourrait être entreprise conjointement par le CDSR, le PNUD, l'UNIFEM et le FNUAP.

***Etude sur l'apport des femmes à l'économie, avec un accent particulier sur le secteur informel et le travail non rémunéré.***

68. L'étude qui est à réaliser avec le PNUD et la Banque Mondiale devrait mettre en évidence l'apport des femmes et suggérer des mesures de manière à répondre à leurs besoins et accroître leur impact, selon la perspective de genre.

***Organisation d'un atelier sur le marché de l'emploi et les femmes en Afrique du Nord.***

69. L'atelier qui devrait être organisé avec le concours du BIT, des Gouvernements concernés, les employeurs, les syndicats et la société civile doit entre autres objectifs, proposer des mesures pour renforcer l'accès des femmes au marché du travail et consolider leur pouvoir décisionnel.

***Organisation d'un séminaire sur le micro crédit destiné aux femmes en Afrique du Nord.***

70. Le séminaire serait à organiser par le CDSR, le PNUD et l'UNIFEM et se focalisera sur l'évaluation des expériences et leur impact sur la situation et le statut des femmes dans la sous-région.

***Elaboration d'un guide sur la méthodologie d'intégration de la dimension genre dans la planification du développement.***

71. Les intervenants pour cette action seront le CDSR, le FNUAP et l'UNIFEM. les activités à entreprendre comprendront l'organisation de séminaires de formation de formateurs (planificateurs, cadres des ministères des finances, cadres des mécanismes chargés de la promotion de la femme, statisticiens) ainsi qu'un séminaire de sensibilisation des décideurs.

***Etude sur le fonctionnement et l'impact des réseaux d'ONGs femmes en Afrique du Nord.***

72. Cette étude aura comme objectif principal de contribuer à la consolidation du rôle de la société civile à la promotion de la femme en Afrique du Nord et à la création d'un réseau pour la coopération entre les ONGs au niveau de chaque pays et de la sous-région.

***Encouragement à l'intégration de l'approche genre de manière générale.***

73. Il est suggéré que le CDSR avec la collaboration de l'UNIFEM organise une réunion des responsables des mécanismes nationaux pour la promotion de la femme en Afrique du Nord.

***Encouragement à l'introduction de la perspective genre dans les budgets nationaux » pour une meilleure prise en compte des besoins des femmes.***

74. A cette fin, il a été recommandé au CDSR/CEA et à l'UNIFEM d'effectuer des recherches et d'organiser des rencontres entre experts économistes/financiers, des experts en genre et des décideurs sur la relecture des budgets nationaux et organiser des sessions de formation dans le domaine.

**Recommandations générales**

75. Par ailleurs, toute une série d'autres actions prioritaires dont la réalisation s'adresse à une gamme d'acteurs, ont été retenues par les experts. Elles peuvent se résumer comme suit :

***Création d'un Observatoire régional et sous régional sur la condition de la femme***

76. Avec pour objectif de renforcer la connaissance de la réalité des femmes en Afrique du Nord et de leur contribution au développement dans une approche genre, les intervenants pour cette activité seront les Gouvernements, les organisations internationales, les Universités et les centres de recherche.

***Formation de statisticiens en matière d'intégration de la dimension genre dans les statistiques.***

77. L'objectif étant d'assurer la visibilité des écarts de genre sur tous les plans, les stratégies suggérées sont essentiellement l'organisation de séminaires de formation par les Services statistiques nationaux des pays de l'Afrique du Nord avec l'assistance de la CEA et de la Division des Statistiques des Nations Unies.

***Renforcement de la participation de la femme dans la sphère politique et décisionnelle à travers les activités suivantes :***

- Recherches et études sur la réalité de la participation politique des femmes avec une approche multidisciplinaire au moyen d'enquêtes quantitatives et qualitatives.
- Révision du système électoral (quota/parité) ;
- Augmentation de nombre des femmes dans les instances politiques nationales, régionales et internationales ;
- Identification et échanges d'expériences réussies en matière d'éducation civique et politique des femmes dans la sous-région de l'Afrique du Nord .

78. Cette recommandation est adressée aux décideurs politiques, aux ONGs, aux chercheurs, aux Parlements, aux organisations professionnelles, aux syndicats, à la société civile et aux bailleurs de fonds.

***Réforme de l'arsenal juridique dans le sens de l'égalité et de l'équité à l'égard des femmes .***

79. Les actions préconisées incluent notamment :

- L'examen et l'élimination des discriminations à l'égard des femmes inhérentes aux codes de la famille dans la sous région ;
- L'identification et la mise en place de mécanismes d'application, de suivi et de contrôle de l'application des lois y inclus de la convention sur l'Elimination des toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

80. ***Concernant l'Education et alphabétisation :***

- L'éducation à l'égalité par la formation des formateurs, la révision du matériel didactique et des programmes scolaires ;
- L'application des dispositions légales relatives à la scolarité obligatoire et gratuite.

Cette recommandation qui s'adresse aux départements ministériels et secteur privé concernés, aux ONGs et à la société civile peut être mise en œuvre par la

prise de mesures incitatives et coercitives pour la scolarisation et le maintien de la petite fille à l'école ; Les échanges d'expériences en matière d'encouragement de la scolarisation de la jeune fille /et de l'alphabétisation des femmes dans les pays de la sous région ;

Ces échanges pourraient se concrétiser par des visites de terrain, la création de banques de données , les échanges d'information ;

- La création/développement d'un cadre institutionnel chargé de l'alphabétisation ;
- La mise en place d'un réseau de réflexion, le développement et l'harmonisation des curricula et la sensibilisation de l'opinion publique.

#### **81. *Dans le domaine de la Santé de la reproduction***

- La mise en pratique des éléments de la santé reproductive par l'information des femmes et du corps médical, et la fourniture des moyens nécessaires et de qualité aux services de santé (formation du personnel médical et paramédical) ;
- L'implication de l'homme dans la santé reproductive par des campagnes de sensibilisation et d'information ;
- L'introduction / développement d'un enseignement en matière de population (élaboration de matériel didactique et formation des formateurs

#### **82. *Concernant la Violence contre la jeune fille et la femme,***

- Réalisation de recherches et d'études comparatives dans les pays de la sous région pour mesurer l'ampleur du phénomène dans l'espace privé et public ;
- Lancement de campagnes de sensibilisation contre la violence à l'égard de la femme et de la petite fille par l'organisation de débats, de séminaires, des rencontres, des spots publicitaires ;
- Encouragement à la création d'espaces d'accueil et d'écoute des femmes violentées ;
- Elaboration de dispositions juridiques visant la protection des femmes victimes de violence.

#### **83. *Sur le plan institutionnel,***

- Encourager la création et le renforcement d'un cadre institutionnel officiel au niveau de chaque pays chargé d'éliminer les problèmes liés la condition féminine.

### **Adoption du rapport et Clôture de la réunion**

84. Le projet de rapport de la réunion a été lu par Madame Khadidja Ladjel Aloui, rapporteur général. Après quelques amendements, il a été adopté par les participants.



85. Le Directeur du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord, Monsieur Abdelouahab Rezig, a clôturé les travaux de la réunion. Dans son allocution, il a rendu hommage à tous ceux qui ont contribué au succès de la réunion et a remercié les participants de leur engagement personnel, de leur ouverture d'esprit et surtout de leur assiduité aux travaux de la réunion. En remerciant encore une fois tous les participants au nom de l'équipe Centre et en leur souhaitant un bon retour dans leurs pays respectifs, il a déclaré close la réunion de groupe d'experts sur le thème : Equité en genre et responsabilisation économique et sociale des femmes dans le contexte des normes culturelles de l'Afrique du Nord.

86. Une motion de remerciements adressée à la CEA et plus particulièrement au CDSR a été lue par une experte au nom des participants.



**ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA**  
Sub-Regional Development Centre  
(SRDC- North Africa)

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR AFRIQUE**  
Centre de Développement Sous-Régional  
(CDSR – Afrique du Nord)

---

**Réunion de groupe d'experts sur le thème : « Equité en genre et Responsabilisation économique et sociale des femmes dans le contexte des normes culturelles de l'Afrique du Nord : Cadre politique et institutionnel. »**

Tanger. 4-6 novembre 1999

Programme des travaux

*Jeudi 4 novembre 1999*

- |                   |   |
|-------------------|---|
| 08 : 30 - 10 : 00 | Enregistrement des participants   |
| 10 : 00 - 10 : 30 | Ouverture de la réunion : Discours de bienvenue par le <b>Directeur du CDSR</b><br>Election du bureau .<br>Adoption de l'ordre du jour<br>Organisation des travaux.   |
| 10 : 30 - 11 : 00 | Pause Café  |
| 11 : 00 - 11 : 30 | <u>Séance plénière :</u><br><br>Présentation et discussions du document de référence sur : « Equité en genre et responsabilisation économique et sociale des femmes dans le contexte des normes culturelles en Afrique du Nord : Cadre politique et institutionnel ( <b>Ouafae Mouhssine</b> , consultante).  |
| 11 : 30 – 12 : 30 | <u>Séance plénière :</u> Présentation et discussion des communications par les <b>experts</b> .<br><br><ol style="list-style-type: none"><li>1. Rapports de genre et Accès aux ressources de développement. La place de la jeune fille et de la femme dans l'éducation en Algérie par Hamida AGSOUS. <b>Algérie</b>.</li><li>2. Equité en genre : cas de l'Algérie par Khedidja LADJEL ALAOUI. <b>Algérie</b></li></ol> |



ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA  
Sub-Regional Development Centre  
(SRDC- North Africa)

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Centre de Développement Sous-Régional  
(CDSR – Afrique du Nord)

---

**Réunion de groupe d'experts sur : Equité en genre et responsabilisation  
sociale et économique des femmes dans le contexte des normes culturelles en  
Afrique du Nord : Cadre politique et institutionnel.**

**Tanger, 4-6 novembre 1999**

Liste des Participants

**ALGERIE-**

Madame Khedidja LADJEL ALOUI  
Directeur de la Famille, de la Femme et de l'Enfant.  
Ministère de la Solidarité Nationale et de la Famille  
146 Bd. Krim Belkacem . **Alger**  
E-mail : PNUD Alger  
Tel : 74 88 18  
Fax : 73 59 96

Madame Hamida AGSOUS  
Sous-Directrice de la Coopération et des relations internationales  
Ministère de l'Education Nationale  
8, Av. De Pekin . **Alger.**  
E-mail : PNUD Alger  
Tel : (213) 2 23 25 69  
Fax : (213) 2 90 43 16

**EGYPT**

Ms. Ola SOLIMAN EL HAKIM  
Professeur d'économie  
Unité de planification et de politique de genre – INP  
19 rue Abazza – Heliopolis. **Le Caire**  
Tél : (202) 2479047  
Fax : (202) 2621151

	3. Rôle de la femme Egyptienne dans le développement social et économique par Dr. Ola Soliman EL HAKIM. <b>Egypt</b>
	4. Communication sur la <b>Mauritanie</b> par Mounina MINT ABDELLAH et Brahim VALL OULD MOHAMED LEMINE
12 : 30 - 14 : 30	Pause déjeuner
14 : 30 - 16 : 00	<u>Séance plénière</u> : Présentation et discussion des communications par les <b>experts</b> (suite).
	5. Politique et stratégie de développement en faveur des femmes rurales Marocaines par Malika BEN MAHI. <b>Association Marocaine pour la Promotion de la femme rurale.</b>
	6. Les déterminants de la responsabilisation des femmes par Naïma CHIKAOUI. <b>Maroc</b>
	7. Le droit à l'égalité face aux résistances socio-culturelles : quelles mesures juridiques, politiques et institutionnelles pour le Maroc de demain ? par Malika BENRADI. <b>Maroc.</b>
16 : 00 - 16 : 30	Pause Café
16 : 30 - 17 : 30	<u>Séance plénière</u> : Présentation et discussion des communications par les <b>experts</b> (suite et fin).
	8. Femmes, Développement et Recherche scientifique par Fouzia RHISSASSI . <b>Maroc</b>
	9. Le potentiel économique des femmes : réalités et perspectives du travail féminin en Tunisie par Nabila HAMZA. <b>Tunisie</b>
	10. Les acquis sociaux de la femme tunisienne par Riadh ZGHAL. <b>Tunisie.</b>
17 : 30 - 18 : 00	Organisation des groupes de travail

### ***Vendredi 5 novembre 1999***

08 : 30 - 10 : 30 Travaux en groupe.

**Thème 1** : Responsabilisation économique des femmes y compris l'accès à l'emploi , à l'entrepreneuriat, aux ressources économiques et à la prise de décision à tous les niveaux.

**Thème 2 :** Responsabilisation sociale des femmes y inclus l'accès à l'éducation et la santé ( y compris la santé reproductive) ainsi que la garantie de leurs droits humains.

- 10 : 30 – 11 : 00 Pause Café
- 11 : 00 - 12 : 30 Travaux en groupes (suite)
- 12 : 30 - 14 : 30 Pause déjeuner
- 14 : 30 - 16 : 00 Travaux en groupe (suite et fin)
- 16 : 00 - 16 : 30 Pause Café
- 16 : 30 - 18 : 00 Séance plénière : Présentation des résultats des travaux de groupe suivie de discussions.

***Samedi 6 novembre 1999***

- 12: 00 – 13 : 30 Séance plénière :
  - Adoption du rapport et des conclusions et recommandations de la réunion
  - Clôture de la réunion.

## MAURITANIE

Madame Mounina MINT ABDELLAH

Conseiller technique du Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine.

**Nouakchott**

E- mail : [nutricom@opt.mr](mailto:nutricom@opt.mr)

Tel : (222-2) 57139

Fax : (222-2) 59010

Mr. Brahim VALL OULD MOHAMED LEMINE

Chef de service politique de population

Direction du développement social

Ministère des Affaires Economiques et du Développement

BP.238. **Nouakchott.**

E-mail : [bvall@iiardd.mr](mailto:bvall@iiardd.mr)

Tel : (222-2) 25 52 20 / 25 00 39 / 29 28 09

Fax : (222-2) 55110

## MAROC

Madame Fatima KERRICH EZZINE

Chef de service des Affaires féminines

Secrétariat d'Etat chargé de la protection sociale de la famille et de l'enfance

Ministère du Développement social

S.E.P.S.F.E avenue Fall ould Oumair

Angle Jbal El Ayachi – Agdal. **Rabat**

Tel : (212-7) 67 47 83

Fax : (212-7) 67 13 48

Madame Malika BEN MAHI

Topographe et Présidente de l'Association Marocaine pour la Promotion de la Femme rurale

Résidence Irchad, Secteur 13/51

No 3, Hay Riad. **Rabat**

Tel : (212-7) 71 31 69 / GSM : 01 22 88 14

Fax : (212-7) 77 67 03

Madame Naïma CHIKHAOUI

Enseignante-chercheur (Anthropologue)

Apt 2, Im. G2, Résidence El Yosr.

Secteur 17 - Hay Riad .**Rabat**

Tel : (212-7) 71 23 05

Fax : (212-7) 77 31 85

Madame Malika BENRADI

Professeur à la faculté de Droits

169, Bd. Mehdi BEN BARKA

Hay Riad. **Rabat**

Tel : (212-7) 71 34 50

Madame Fouzia RHISSASSI  
Doyenne de la faculté des Lettres et Sciences Humaines.  
Université Ibn Tofaïl Kénitra  
Lot St Maurice N°1, rue Beni Warain .**Kenitra**  
E-mail :  
Tél / Fax : (212-7) 37 21 52  
GSM : 01 22 90 23

## **TUNISIA**

Mme Nabila HAMZA  
Expert en emploi et genre  
BP 80 / 2078. La Marsa Saf-Saf. **Tunis**  
E-mail : [pgu.tunisie@planet.tn](mailto:pgu.tunisie@planet.tn)  
Tel : (216-1) 727199  
Fax : (216-1) 847454

Mme Riadh ZGHAL  
Professeur de l'enseignement supérieur  
Faculté des Sciences Economiques de Gestion de Sfax.  
BP 1088 . 3018 **Sfax**  
E-mail : [riadh.z@planet.tn](mailto:riadh.z@planet.tn)  
Tél / fax : (216-4) 235719

## **Personnes Ressources**

Mme Ouafae MOUHSSINE  
Consultante  
INSEA, B.P.6217 – Rabat Instituts. **Rabat**  
E-mail : [omouhssine@insea.ac.ma](mailto:omouhssine@insea.ac.ma)  
Tél : (212-7) 77 94 63 / 01 37 08 71  
Fax : (212-7) 77 94 57 / 77 37 13

Dr. Salama SAIDI  
Enseignante-chercheur  
Secteur 12 – Bloc D6 – Hay Riad **Rabat**  
E-mail : [miftah70@hotmail.com](mailto:miftah70@hotmail.com)  
Tél/Fax: (212-7) 71 41 57

## **Organisations internationales**

### **UMA (Union du Maghreb Arabe) :**

Mr. Ahmed SRIKAH

Chef de Division

27, rue Okba – Agdal . **Rabat**

Tél : (212-7) 77 26 82

Fax : (212-7) 77 26 93

### **PNUD :**

Madame Zazie SCHAFER

Spécialiste en Genre

Casier ONU, Rabat-Chellah. **Rabat**

E-mail : [fo.mar@undp.org](mailto:fo.mar@undp.org)

Tél : (212-7) 70 35 55

Fax : (212-7) 70 15 66

### **UNIFEM :**

Madame Zineb Touimi BENJELLOUN

Conseiller sous-régional (Maroc, Algérie et Tunisie)

pour les questions de genre au Bureau du Coordonnateur

Résident du système des Nations Unies

**Rabat**

E-mail : [z.touimi.benjelloun@undp.org](mailto:z.touimi.benjelloun@undp.org)

Tél : (212-7) 70 35 55

Fax : (212-7) 70 15 66

**ISESCO** : Organisation Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture : Madame Mariama NIANG

Spécialiste de programme

ISESCO

B.P.2275 – CP10104 – Hay Riad . **Rabat**

E-mail : [education@unesco.org.ma](mailto:education@unesco.org.ma)

Tél : (212-7) 77 24 33 / 71 32 66

Fax : (212-7) 77 20 58 / 77 74 59

**FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la Population) :**

Madame N. GHEMIRE

Casier ONU – Rabat-Chellah . **Rabat**

E-mail : [vincent.fauveau@undp.org](mailto:vincent.fauveau@undp.org)

Tél : (212-7) 66 12 71

Fax : (212-7) 70 14 82



## **SECRÉTARIAT**

**Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique (CDSR)**

**Tél : 212-9/322345/46/47**

**Fax : 212-9/340357**

**E-mail : [srdc@cybermania.net.com](mailto:srdc@cybermania.net.com)**

**Pavillon International**

**Bd. Mohamed V – BP.316**

**Tanger**

M. Abdelouahab Rezig  
Directeur du CDSR

M. Soodursun Jugessur  
Economiste principal

M. Patrick Bugembe  
Economiste principal

M. José Luis de Pedro  
Economiste

Mme Aimée Andrianasolo  
Economiste

Mme Semia G. de Tapia  
Economiste

M. Thomas Goggin  
Chargé des finances

M. Mohamed Mossaddek  
Assistant de Recherche